

Décision n° 2023-2266-RDPI
de l’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et
de la distribution de la presse
en date du 19 octobre 2023
constatant le non-lieu à notifier les griefs à la société Orange pour non-
respect de la décision n° 2019-1045-RDPI en date du 23 juillet 2019

L’Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ci-après « Autorité » ou « Arcep »),

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après « CPCE »), notamment ses articles L. 32-1, L. 36-7, L. 36-11, D. 594 et D. 595 ;

Vu l’arrêté du 18 juillet 2001, modifié notamment par la décision n° 2018-0682 en date du 3 juillet 2018, autorisant la société Orange France à établir et exploiter un réseau radioélectrique de troisième génération ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu l’arrêté du 4 juillet 2018 définissant la première liste des zones à couvrir par les opérateurs de radiocommunications mobiles au titre du dispositif de couverture ciblée pour l’année 2018 ;

Vu l’arrêté du 1^{er} octobre 2020 modifiant les listes des zones à couvrir par les opérateurs de radiocommunications mobiles au titre du dispositif de couverture ciblée pour les années 2018 et 2019 ;

Vu l’arrêté du 27 septembre 2021 modifiant les listes des zones à couvrir par les opérateurs de radiocommunications mobiles au titre du dispositif de couverture ciblée pour les années 2018, 2019, 2020 et 2021 ;

Vu l’arrêté du 24 octobre 2022 modifiant les listes des zones à couvrir par les opérateurs de radiocommunications mobiles au titre du dispositif de couverture ciblée pour les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 ;

Vu la décision n° 2001-0648 de l’Arcep en date du 7 septembre 2001, modifiée notamment par la décision n° 2018-0682 en date du 3 juillet 2018, attribuant des fréquences à la société Orange France pour l’établissement et l’exploitation d’un réseau mobile de troisième génération ;

Vu la décision n° 2006-0239 de l’Arcep en date du 14 février 2006, modifiée notamment par la décision n° 2018-0682 en date du 3 juillet 2018, autorisant la société Orange France à utiliser des fréquences dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public ;

Vu la décision n° 2010-0634 de l’Arcep en date du 8 juin 2010, modifiée notamment par la décision n° 2018-0682 en date du 3 juillet 2018, autorisant la société Orange France à utiliser des fréquences dans les bandes 900 MHz et 1800 MHz pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public ;

Vu la décision n° 2018-1392 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 novembre 2018 autorisant la société Orange France à utiliser des fréquences dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2,1 GHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public ;

Vu la décision n° 2019-0797-RDPI de l'Arcep en date du 06 juin 2019 relative à l'ouverture de la procédure prévue à l'article L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques à l'égard de la société Orange ;

Vu la décision n° 2019-1045-RPDI de l'Arcep en date du 23 juillet 2019 portant mise en demeure de la société Orange de se conformer à son obligation de participation au dispositif de couverture ciblée ;

Vu le questionnaire de la rapporteure en date du 19 juin 2019 adressé à la société Orange complété le 16 juillet 2019, et la réponse de la société reçue le 3 juillet 2019, complétée le 17 juillet 2019 ;

Vu le questionnaire de la rapporteure en date du 28 septembre 2020 adressé à la société Orange, et la réponse de la société reçue le 14 octobre 2020 ;

Vu le questionnaire de la rapporteure en date du 5 mai 2021 adressé à la société Orange, et la réponse de la société reçue le 25 mai 2021 ;

Vu le questionnaire du rapporteur en date du 25 novembre 2021 adressé à la société Orange, et la réponse de la société reçue le 20 décembre 2021 ;

Vu le questionnaire du rapporteur en date du 23 février 2022 adressé à la société Orange, et la réponse de la société reçue le 15 avril 2022 ;

Vu le rapport d'instruction du rapporteur ;

Vu l'ensemble des éléments versés au dossier d'instruction ;

Après en avoir délibéré, en formation de règlements des différends, de poursuite et d'instruction (RDPI), le 19 octobre 2023,

1 Exposé des faits et de la procédure

Par l'arrêté du 18 juillet 2001 susvisé et les décisions de l'Autorité n° 2001-0648, n° 2006-0239 et n° 2010-0634 susvisées, la société Orange a été autorisée à utiliser des fréquences en bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2,1 GHz.

Ces autorisations ont été modifiées, à la demande de la société Orange, par la décision n° 2018-0682¹ susvisée afin d'y inscrire de nouvelles obligations relatives à l'aménagement numérique du territoire.

Au titre de ces nouvelles obligations, la société Orange « *est tenu[e] de participer au dispositif de couverture ciblée* ».

Cela implique pour elle de respecter, notamment, une obligation de fournir des services de radiotéléphonie mobile et d'accès mobile à très haut débit et une obligation de partage de réseaux sur les zones du dispositif de couverture ciblée.

Le paragraphe 2.2 de l'annexe A de la décision n° 2018-0682 de l'Arcep modifiant les autorisations d'utilisation de fréquences de la société Orange dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2,1 GHz prévoit que :

« Le titulaire est tenu de fournir des services de radiotéléphonie mobile et d'accès mobile à très haut débit, grâce à l'installation d'un nouveau site, sur chaque zone pour laquelle il a été désigné par arrêté au plus tard 24 mois après la date de publication de l'arrêté du ministre dans le cas où celui-ci serait publié l'année au titre de laquelle la zone est arrêtée ou au plus tard 24 mois après le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle la zone est arrêtée dans le cas où l'arrêté serait publié avant cette date ».

¹ Notamment l'obligation de fournir des services de radiotéléphonie mobile et d'accès mobile à très haut débit et de partage de réseaux sur les zones du dispositif de couverture ciblée a été reprise également dans la décision n° 2018-1392 susvisée.

La note de bas de page n° 9 de cette annexe prévoit que :

« Par dérogation, le titulaire est tenu de fournir des services de radiotéléphonie mobile et d'accès mobile à très haut débit, grâce à l'installation d'un nouveau site, sur chaque zone figurant en annexe B de la présente autorisation au plus tard le 27 juin 2020 ou, le cas échéant, dans les délais et les conditions prévus par les deux paragraphes suivants ».

L'annexe B de la décision n° 2018-0682 de l'Arcep en date du 3 juillet 2018 précitée dresse la « liste des zones à couvrir au titre du dispositif de couverture ciblée au plus tard le 27 juin 2020 ». Cette annexe reprend l'ensemble des zones fixées par l'arrêté du 4 juillet 2018 définissant la liste des zones à couvrir par les opérateurs de radiocommunications mobiles au titre du dispositif de couverture ciblée pour l'année 2018. La société Orange était désignée par cette annexe, conjointement avec les trois autres opérateurs, pour couvrir l'ensemble des zones identifiées, soit 485 zones.

La formation de règlement des différends, de poursuite et d'instruction (RDPI) de l'Autorité a ouvert, par la décision n° 2019-0797-RDPI en date du 06 juin 2019, prise sur le fondement des articles L. 36-11 et D. 594 du CPCE, une instruction relative au manquement éventuel de la société Orange aux dispositions de l'arrêté du 18 juillet 2001 susvisé et des décisions de l'Autorité n° 2001-0648, n° 2006-0239, n° 2010-0634 et n° 2018-1392 susvisées.

Il est ressorti des éléments recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction que, s'agissant des 485 zones identifiées à l'annexe B de la décision n° 2018-0682 de l'Arcep précitée et sur les 104 sites pour lesquels la société Orange indiquait être *leader*, aucun site n'était mis en service à fin mai 2019, la société n'avait pas encore identifié d'emplacement pour 13 de ces sites et parmi les 91 sites pour lesquels l'emplacement du terrain avait été identifié, 41 d'entre eux étaient en travaux.

Au vu du rythme de déploiement de la société Orange, la formation RDPI de l'Autorité a estimé qu'il existait un risque caractérisé que la société Orange méconnaisse son obligation, au titre du dispositif de couverture ciblée, de fournir des services de radiotéléphonie mobile et d'accès mobile à très haut débit sur chacune des 104 zones, identifiées à l'annexe B de la décision n° 2018-0682 de l'Arcep, sur lesquelles elle doit déployer un site en tant qu'opérateur *leader*.

En conséquence, et au regard des objectifs prévus à l'article L. 32-1 du CPCE relatifs notamment à l'objectif d'aménagement numérique du territoire, la formation RDPI de l'Autorité a mis en demeure, par la décision n° 2019-1045-RDPI en date du 23 juillet 2019, la société Orange de fournir, d'ici le 27 juin 2020, des services de radiotéléphonie mobile et d'accès mobile à très haut débit, grâce à l'installation d'un nouveau site, sur chacune des zones identifiées en annexe de la décision de mise en demeure, pour lesquelles elle doit déployer un site en tant qu'opérateur *leader*, dans les conditions prévues par la décision n° 2018-0682 susvisée.

2 Analyse et conclusion

En vue de justifier du respect de la décision de mise en demeure, la société Orange a transmis, par courriers en date du 14 octobre 2020, du 25 mai 2021, du 20 décembre 2021 et du 15 avril 2022, l'état de couverture des zones identifiées par l'annexe B de la décision n° 2018-0682 de l'Arcep. Il ressort de ces éléments que le dernier site non mis en service a été supprimé dans le cadre de l'arrêté modificatif du 24 octobre 2022 modifiant les listes des zones à couvrir par les opérateurs de radiocommunications mobiles au titre du dispositif de couverture ciblée pour les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022.

Aucune information de nature à contredire les éléments apportés par la société Orange quant au respect des obligations fixées par la mise en demeure n'a été portée à la connaissance de l'Autorité depuis le mois d'octobre 2022.

Il ressort de l'instruction et des éléments mentionnés ci-dessus qu'il n'y a pas lieu, au cas d'espèce, de notifier les griefs à la société Orange pour non-respect de la décision n° 2019-1045-RDPI en date du 23

juillet 2019 portant mise en demeure de la société de se conformer à son obligation de participation au dispositif de couverture ciblée.

L'Autorité rappelle néanmoins qu'elle entend rester vigilante au respect, par la société Orange, des obligations prévues dans le cadre des décisions n° 2018-0682 et n° 2018-1392 susvisées, notamment son obligation de participation au dispositif de couverture ciblée.

Décide :

Article 1. Il n'y a pas lieu de notifier les griefs à la société Orange pour non-respect de l'article 1 de la décision n° 2019-1045-RDPI de l'Arcep portant mise en demeure de la société Orange de se conformer à son obligation de participation au dispositif de couverture ciblée susvisée.

Article 2. La présente décision sera notifiée à la société Orange par la directrice générale de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse et sera publiée sur le site Internet de l'Autorité.

Fait à Paris, le 19 octobre 2023,

La Présidente

Laure de la Raudière